

Burundi :La société civile et les syndicats en campagne contre la vie chère

APA, 10-11-2001Bujumbura (Burundi) - Les organisations de la société civile et les centrales syndicales du Burundi ont demandé au gouvernement « mettre sur pied un cadre de dialogue social entre le gouvernement et la société civile autour de la problématique de la vie chère au Burundi ». Une campagne de plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens burundais, confrontés au quotidien à la cherté de la vie suite aux montées incessantes des prix a été lancée la semaine dernière.

« Nous avons écrit une lettre au gouvernement, mais nous n'avons pas encore reçu de réponse », a expliqué le président de l'OLUCOME (Observatoire de la lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques), M. Gabriel Rufyiri . « Nous espérons que le gouvernement ne pas attendre les soulèvements de la population », a-t-il dit, exhibant un document de 12 pages montrant l'évolution des prix des denrées alimentaires ainsi que d'autres prix dont certains ont augmenté de plus de 100% comme l'eau et l'électricité qui ont respectivement augmenté de 14% et de 201% et le passeports qui a augmenté jusqu'à 350% . Les prix de ces produits accroissent alors que les revenus de la population stagnent, ce qui entraîne une paupérisation continue des Burundais, souligne-t-il. Des données du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) montrent que 69% de la population vivent en dessous du seuil de la pauvreté avec moins d'un dollar par jour, a-t-il argumenté. Les causes de cette flambée des prix sont, selon le président de l'OLUCOME, l'absence de mesures susceptibles d'accroître la production par l'allocation des ressources dans les secteurs non remorqueurs des autres secteurs. En guise d'exemple, le budget de consommation a augmenté de 30% en 2004 à 100%, selon lui. L'autre cause de la flambée des prix est liée aux taxes excessives appliquées sur tous les produits. Une responsable de la Confédération des syndicats du Burundi, (COSYBU) Mme Eulalie Nibizi a expliqué l'augmentation des taxes sur les produits de consommation courante au Burundi, par le fait que les bailleurs de fonds perdent de plus en plus confiance suite à la corruption excessive qui sévit dans le pays de sorte que les financements accordés ne sont pas versés. Ces organisations se disent autant plus inquiètes « que le contribuable burundais qui croupit dans la misère et le seul à payer l'impôt professionnel sur les revenus (IPR) alors que les dignitaires qui ont des salaires élevés et d'autres avantages ne s'acquittent pas de cette taxe ». Les associations de la société civile et syndicales burundaises indiquent qu'ils vont user de tous les moyens nécessaires et pacifiques pour « amener les décideurs à être sensible à la misère de la population et à prendre des mesures susceptibles d'alléger la misère de la population. Cependant, ils se sont refusés de livrer les stratégies pour arriver à leurs revendications, se limitant seulement à dire qu'ils vont commencer par une sensibilisation à large de la population pour qu'elle prenne conscience de la situation qu'elle vive. Les organisations initiatrices de la campagne contre la vie chère au Burundi sont OLUCOME , OAG (Observatoire de l'Action Gouvernementale) , FOCODE (Forum pour la Conscience et le Développement), FORSC (Forum pour le Renforcement de la Société Civile), ABUCO (Association Burundaise des Consommateurs), PARCEM (Parole et Action pour le Réveil des Consciences et le Changement des Mentalités) et le COSYBU et CSB (Centrale Syndicale du Burundi).